



Les intérêts individuels et l'intérêt commun.

Communiqué de presse – 05/02/11

Il y a des incompréhensions entre l'attitude de la majorité Régionale et celle de l'Etat sur bien des points.

La majorité Régionale vote contre le projet du Schéma Départemental d'Orientation Minière (SDOM), demande une habilitation et des compétences sur la filière des mines, pose des réserves sur les futurs nouveaux pouvoirs du préfet dans la future loi sur la collectivité de Guyane mais en parallèle elle mène notamment une politique minière en collusion avec l'Etat.

Le Préfet et le Président de Région ne jurent que par le développement de l'activité aurifère pour relancer l'économie.

C'est une priorité commune et l'aveu d'une absence d'un projet cohérent pour la Guyane.

En France, les Régions, et les élus régionaux d'EELV s'opposent par tous les moyens à l'exploitation des gaz et des pétroles de schiste sur le territoire. Ce type d'exploitation engendre de lourdes conséquences pour l'environnement et la santé publique.

En Guyane nous n'avons pas les mêmes préoccupations. Sommes nous inconscients, mal informés ou pas intéressés par ce qui semble trop loin de notre réalité.

Le SDOM s'imposera aux documents d'urbanisme, l'Etat recentralise ses pouvoirs en matière d'aménagement, elle s'octroie le droit d'installer des compagnies minières multinationales sans l'autorisation des élus locaux.

Aucune réaction à la déclaration du préfet à Macapa qui dit au Journal Télévisé qu'il a commencé à installer des orpailleurs légaux sur les sites exploités par le illégaux. A ce jeu on installera des orpailleurs sur toute la Guyane y compris sur des sites non ouverts à l'activité. **C'est illégal.**

Sommes-nous devenus une république bananière? Les lois de la République ne s'appliquent-elles pas ici alors que le peuple a semble t-il choisit de rester dans l'article 73, assimilation législative et droit commun.

Il est vrai que nous sommes en Outre Mer, si cette situation parait inacceptable pour certains elle laisse d'autres indifférents.

Le Président de Région et le Préfet défendent des intérêts communs mais pourtant si différents. L'un adopte une position très électoraliste, préparant les échéances futures et renvoyant l'ascenseur à ceux qui ont soutenu Guyane 73, l'autre souhaitant maintenir une paix sociale au jour le jour quitte à hypothéquer l'avenir du patrimoine humain et naturel de ce territoire.

C'est un pillage légalisé et un gaspillage indigne sur le dos des contribuables. C'est de la poudre aux yeux au détriment de nos richesses.

N'attendez pas une réaction politique car sur ce sujet tout le monde semble être d'accord et les échéances politiques trop proches. Intérêt quand tu nous tiens.

Guyane Ecologie réaffirme sa position sur cette filière minière qui ne doit pas être subventionnée sur les deniers publics.

C'est une activité non durable, ayant un impact sur toute la chaîne alimentaire, une dégradation importante sur notre biosphère et une pollution prégnante sur des générations entières. Nous paierons tous les dégâts et serons redevables de la dette face aux générations futures.

Nos intérêts doivent être placés ailleurs, nous pouvons développer ce pays au bénéfice de tous en maîtrisant notre autonomie énergétique, alimentaire, en assurant les services de base sur l'ensemble du territoire, en répondant à la satisfaction des besoins nécessaires à la condition du bien-être individuel.

Cela s'appelle le développement local ou durable tout simplement.

L'Écologie politique n'est pas une utopie, elle a sa place en Guyane plus qu'ailleurs. C'est une question de priorité et de bon sens. Les idées sont simples, applicables et profitables de suite et voire transposables.

Qu'attendons-nous? L'écologie politique place l'homme au centre de son écosystème social. Nous dépendons tous de notre environnement naturel et de notre système social.

Combien savent que cette année 2011 c'est l'année mondiale de la forêt tropicale ?

Combien de pays nous envient pour ce bien commun de l'humanité. Elle renferme tant de richesses qui maintiennent la vie, tant de services inexploités, tant de potentiel énergétique, halieutique, alimentaire, pharmacologique, capacité de dégradation des déchets, éléments naturels pour la confection vestimentaire, habitat, piégeage du carbone... De quoi élaborer un véritable projet de société pour des décennies.

Les services de la nature sont une énigme et méprisés par nos décideurs locaux et nationaux.

Pourquoi sommes-nous si aveugles, si sourds, si insensibles, si inimaginatifs ?

Guyane Ecologie demande à chaque citoyen d'être plus responsable, d'être plus attentif aux messages que nous envoient la planète, d'être plus à l'écoute de notre forêt.

Apprenons à mieux connaître nos richesses pour mieux les protéger et mieux les valoriser dans l'intérêt de notre génération et de celle de nos enfants.

Guyane Ecologie vous demande d'être vigilants pour la défense de nos intérêts communs maintenant et pour demain.

José GAILLOU

Secrétaire régional « Guyane Ecologie-Les Verts »